

## Argentat-sur-Dordogne - Un conseil communautaire mouvementé



Deux cent cinquante personnes ont perturbé la réunion du conseil début décembre - © DR

Jeudi 9 décembre, une foule de deux cent cinquante personnes a envahi la salle de réunion du conseil communautaire afin de s'opposer au projet de centralisation de l'eau en Xaintrie Val'Dordogne (XVD). Le conseil n'a pu avoir lieu et sera reporté. La présidente Nicole Bardi a annoncé une réunion publique au premier semestre 2022 sur le sujet de l'eau.

Les manifestants, dénoncent le manque d'information à propos d'une « décision aussi importante, impactante, et structurante, les élus semblent ne pas vouloir se lancer dans des études hydrogéologiques supplémentaires (le géologue Pigeyre a pourtant affirmé que le Puy du Bassin contenait des réserves importantes en eau potable, dans les failles). Les cabinets d'études (Dejante, Socomac ou Altereo) ont toutes les estimations en main pour proposer rapidement une liaison Argentat-Moulin de Lavergne : faisabilité quantitative au soutien d'étiage, tracé des conduites, coûts, délais. Mais est-ce que la population du syndicat du Puy du Bassin a été informée de ces deux possibilités ? Qui ne sont d'ailleurs pas incompatibles entre elles : sécurisation urgente par Argentat + études pour l'avenir... En aucun cas, leur besoin de sécurisation ne doit servir de chantage pour faire passer le gros projet d'une nouvelle usine argentacoise pour tout le territoire. »

Pour les élus, il s'agit d'une entrave à la bonne marche des institutions : « La présidente de la communauté de communes Xaintrie Val'Dordogne et le bureau communautaire condamnent

fermement les intimidations subies par le conseil communautaire. Alors qu'un conseil communautaire de Xaintrie Val' Dordogne dédié, entre autres, à la mise en place d'une nouvelle politique de l'habitat et au schéma directeur de l'eau potable, devait se tenir le jeudi 9 décembre à Albussac, la salle polyvalente a été le lieu d'un spectacle d'une rare violence. Opposées à l'orientation qui consisterait à desservir en eau potable une grande partie de la population intercommunale par une ressource unique, près de deux cents personnes survoltées ont envahi la salle du conseil communautaire, prenant à partie des élus et empêchant la séance de se tenir. Ces actes sont d'autant plus incompréhensibles que la présidente et le vice-président délégué entendaient soumettre au vote l'éventuel report de la délibération et entendaient proposer l'organisation d'une réunion publique au début de l'année 2022. L'hémicycle communautaire et les débats qui s'y tiennent entre représentants du peuple sont des symboles de notre vie démocratique. Il est inadmissible que ce lieu ait été perturbé par des actions condamnables, niant par là même les grands principes démocratiques. Profondément attachés aux valeurs de la République, Nicole Bardi, présidente, et l'ensemble du bureau communautaire (vice-présidents et conseillers communautaires délégués) condamnent fermement les faits et demandent que chacun revienne à la raison. Le sujet est bien trop important et mérite de la sérénité, du calme et du respect. »